



Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère

Gilles Delafon

Points Clés 27
Octobre 2024





L'Institut Thomas More est un think tank indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel. +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Rue Maurice Liétart, 16/10
B-1150 Bruxelles
Tel. +32 472 87 80 37

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org



Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère

Gilles Delafon
Points Clés 27
Octobre 2024

Gilles Delafon est un ancien journaliste, spécialiste des affaires internationales, aujourd'hui consultant en communication stratégique. Correspondant à Beyrouth pendant la guerre du Liban de 1984 à 1988, il est l'auteur de *Beyrouth, les soldats de l'islam* (1989), l'un des premiers livres à alerter sur le danger islamiste. Grand reporter et éditorialiste au *Journal du Dimanche* de 1989 à 2008, il couvre les crises du Moyen-Orient, dont les deux guerres d'Irak et le processus de paix israélo-palestinien. Responsable de l'information de Canal + de 2008 à 2016, il est également l'auteur de *Le règne du mépris. Nicolas Sarkozy et les diplomates 2007-2011* (2012). Diplômé de l'université de Columbia (New York), il a rejoint l'équipe de recherche de l'Institut Thomas More en septembre 2023, où il suit le Moyen Orient (Israël, Liban, États du Golfe) et la politique étrangère américaine •

Alors que nous ne sommes plus qu'à trois petites semaines de l'échéance, Donald Trump concentre l'essentiel de l'attention dans la course à la Maison Blanche. Décrié comme le démon ou adulé comme l' élu, sa victoire est parfaitement envisageable. Mais le Trump de 2024 n'est ni celui de 2016, ni celui de 2020. Donné politiquement mort lors de son départ en janvier 2021, après la prise d'assaut du Capitole par les plus enragés de ses partisans, il a su renaître de ses cendres et se replacer au centre du jeu. Comprendre pourquoi et comment est l'objet de cette note. Porté par une base de partisans et de sympathisants dévoués, dont sa rhétorique sombre et outrancière a su lier le sort au sien, il a pris le contrôle total du Parti républicain et fait élire des candidats *MAGA* à travers le pays. A leur tête, il agit comme le général en chef d'une guerre politique et culturelle à outrance. Plus qu'un simple mouvement politique, ses partisans constituent désormais une communauté qui réclame vengeance contre l'establishment, les fonctionnaires déloyaux et l'« État profond ». Donald Trump est l'homme que s'est choisi une certaine Amérique en colère. S'en indigner ou s'en inquiéter ne suffisent pas. Quel que soit le résultat au soir du 5 novembre, ce sont les ressorts du mouvement qui porte Trump 2024, plus que le candidat lui-même, qui interrogent nos démocraties et leur avenir. Ils en disent long sur les enjeux de demain, sur les défis à relever et les responsabilités à assumer.

À moins d'un mois du scrutin prévu le 5 novembre 2024, Donald Trump reste l'acteur majeur de la prochaine élection présidentielle américaine. Plus que jamais, celle-ci tourne au référendum autour de sa personne. Décrié comme le démon ou adulé comme l' élu, bête noire des médias, objet de trois affaires judiciaires avec 91 chefs d'inculpation, cible de deux tentatives d'assassinats, l'ex-président demeure au coude à coude avec sa rivale démocrate Kamala Harris. Dans ce scrutin ultraserré, qui voit les électors complètement « calcifiés » tant les antagonismes qui les divisent semblent irréconciliables, le républicain conserve toutes ses chances. Figés dans la marge d'erreur, les sondages avouent leur impuissance (1). A tel point que, selon les experts, ce sera la capacité à mobiliser les électeurs, davantage que le travail de conviction à leur rencontre, qui fera la différence le jour J. L'économie, toutefois, semble s'imposer ces derniers temps comme l'élément décisif dans le choix des 230 millions d'électeurs. Un classique. « *Vivez-vous mieux aujourd'hui qu'il y a quatre ans ?* », interrogeait déjà en 1980 le candidat Ronald Reagan en campagne. Dans ce domaine, Donald Trump est jugé plus crédible que son adversaire démocrate – même si son avantage se réduit au fil des dernières semaines.

Oui, quatre ans après son départ de la Maison Blanche, la réélection de Donald Trump est parfaitement envisageable. Quel serait alors son programme et son comportement ? Que ferait-il, lui qui multiplie menaces à l'encontre de ses adversaires et promesses de règlements de compte ? N'a-t-il pas prévenu dès décembre 2023 : « *Je ne serai pas un dictateur, sauf le premier jour* ». Dans un post publié en 2022, il promettait à son retour au pouvoir « *d'en finir* » avec la Constitution américaine, avant de démentir ses propos. Inquiétante promesse dans la bouche de celui qui, par deux fois, a fait l'objet d'un début de procédure de destitution lancée par le Congrès. Des menaces suffisantes pour que ses opposants et une grande partie des éditorialistes du pays, dont certains républicains comme Robert Kagan, stigmatisent le risque de « *destruction* » à venir de la démocratie américaine (2).

Mais au-delà de ses provocations, de ses outrances et de ses séductions, en quoi le Trump de 2024 est-il différent du vainqueur inattendu de 2016 et du perdant de 2020 ? Que changerait-il dans la façon de gouverner le pays ? Bousculerait-il les institutions ? Que déciderait-il en matière d'économie, de fiscalité, sur l'immigration ou l'avortement ? Se retirerait-il de l'OTAN ? Lâcherait-il l'Ukraine ? Telles sont les questions qui se posent à nous.

(2) Jennifer Agiesta, Ariel Edwards-Levy et Edward Wu, « CNN Poll: Harris and Trump locked in exceedingly close presidential race », CNN, 24 septembre 2024, [disponible ici](#).

(1) Robert Kagan, « We have a radical democracy. Will Trump voters destroy it? », *The Washington Post*, 24 avril 2024, [disponible ici](#).



Pour y répondre, il faut tenter de comprendre comment Donald Trump, donné politiquement mort en 2021, a su renaître et revenir sur le devant de la scène, comment il a mis la main sur le Parti républicain, comment il a accompagné et favorisé l'enracinement du mouvement MAGA dans le paysage politique américain, comment il a su se faire le porte-voix de partisans, d'électeurs et de sympathisants subjugués. En un mot : comment il a su devenir celui que s'est choisi une certaine Amérique en colère. Réponse en douze points d'analyse.

Point 1 • Le phœnix de Washington

C'est à sa base de fidèles et à la crainte qu'elle inspire à l'establishment républicain que Donald Trump doit de ne pas avoir été définitivement rejeté après 2020

Trump 2024 est d'abord un survivant. Au soir du 6 janvier 2021, il était donné pour politiquement mort. Coupable, le jour où le Congrès devait valider la victoire électorale de Joe Biden, d'avoir chauffé à blanc ses partisans les plus radicaux en clamant que l'élection lui avait été « volée ». On s'en souvient, ces derniers prirent d'assaut et saccagèrent le temple de la démocratie américaine, le Capitole de Washington. Un coup de force qui fit cinq morts. Conséquence, Trump reste inculpé pour avoir voulu « renverser le résultat de l'élection et bloqué le transfert du pouvoir » (1). Aujourd'hui quelque peu oublié, le traumatisme au sein de la classe politique américaine est alors sans précédent. L'attaque a contraint les parlementaires terrorisés à s'armer ou à fuir pour sauver leur vie. Dans la panique, le sénateur de l'Utah Mitt Romney, républicain comme Trump mais adversaire de toujours, est évacué par un garde du corps. Face à la violence des assaillants, il appelle le gouverneur de son État pour demander une protection policière pour sa famille, restée à Salt Lake City à plus de 3 000 kilomètres de là (2).

La réprobation des élus est immense, jusque dans le camp républicain. L'influent sénateur de Caroline du Nord Lindsey Graham appelle le conseiller juridique de la Maison Blanche pour le prévenir que si le président ne calme pas les émeutiers, il déclenchera le vingt-cinquième amendement de la Constitution. Cette procédure permet au vice-président Mike Pence, appuyé du Cabinet, de déclarer le président incapable de remplir ses fonctions, et d'obtenir de le remplacer. Mais Trump reste sourd aux multiples appels qui lui demandent d'ordonner aux manifestants de quitter le Capitole, à ceux de la présidente démocrate de la Chambre des Représentants Nancy Pelosi et du chef de la minorité démocrate du Sénat Chuck Schumer, à celui du président élu Joe Biden. Même à ceux de son homme lige, Kevin McCarthy, leader de la minorité républicaine au Sénat, qui l'implore de parler aux émeutiers. Trump s'y résout enfin dans une vidéo mais il répète que l'élection a été volée avant de demander aux émeutiers de rentrer chez eux.

Le soir même, à deux semaines de la passation de pouvoir à son adversaire, celui qui est encore le président des États-Unis quitte Washington pour la Floride. En paria. Au même moment il est banni du réseau social Twitter dont il avait fait son arme de communication directe. Au Capitole, les démocrates s'affairent pour préparer la procédure de destitution. Il leur faut pour cela les voix d'un certain nombre d'élus du camp républicain où la sénatrice du Wyoming Liz Cheney mène la fronde pour « impeached this son of a bitch », aux côtés de Mitt Romney. Même l'ultra-conservateur Mitch McConnell, chef de la majorité républicaine au Sénat, est des discussions. Il estime que Trump s'est « discrédité » (3).

(2) Michael Kunzelman and Eric Tucker, « Trump indicted for efforts to overturn 2020 election and block transfer of power », AP, 2 août 2023, [disponible ici](#).

(3) Jonathan Martin et Alexander Burns, *This Will not Pass. Trump, Biden, and the battle for America's future*, Simon & Schuster, 2022.

(4) *Ibid.*

Rapidement pourtant une réalité s'impose aux républicains les plus remontés : la base, celle des 74 millions d'électeurs qui ont voté Trump (dix millions de plus qu'en 2016) et qui sont autant de soutiens (1). Le 10 janvier, Kevin McCarthy doit ainsi affronter la colère des élus pro-Trump, largement majoritaires à la Chambre. 139 d'entre eux, sur un peu plus de 200, ont refusé de valider la victoire de Joe Biden. Pourquoi vouloir destituer un président qui part dans dix jours, se dit McCarthy qui nourrit de grandes ambitions au sein de son parti. Il envisage alors d'appeler Trump pour lui demander de démissionner. Sans succès. « *J'en ai ras le bol de ce type* », lâche-t-il dépité, lui qu'en privé Trump traite de « *Pussy* » (« *minou* »). Même flottement chez le sénateur Mitch McConnell qui voit en Trump un « *être humain méprisable* » mais qui s'inquiète de voir ses électeurs en Géorgie le lâcher. Selon lui, dix-sept sénateurs républicains voteront la destitution, un nombre suffisant (allié aux voix démocrates) pour lancer la procédure. Les démocrates l'entament le 11 janvier. La républicaine Liz Cheney reste sur sa ligne : « *Il n'y a jamais eu plus vaste trahison de sa fonction et de son serment à la constitution de la part d'un président des États-Unis* », martèle la sénatrice. Mais elle est de plus en plus seule. Dans les jours qui suivent, le sénateur Mitch McConnell rétropédale et affirme vouloir attendre l'intronisation de Biden et la sortie de Trump. Puis, à la veille du vote, il s'en sort par une pirouette (juridiquement contestable) affirmant que le Sénat n'a pas l'autorité constitutionnelle de destituer un ex-président (2).

Kevin McCarthy, lui, n'est finalement plus très sûr que le président sortant ait vraiment provoqué les émeutiers. Lui non plus ne votera pas la destitution. Il veut éviter l'explosion du groupe parlementaire qu'il a pour ambition de diriger puisqu'ils seront majoritaires dans la nouvelle Chambre des Représentants dans dix jours. D'autant que Trump l'aurait menacé de créer son propre parti, le *Patriot Party*, et de liquider du même coup les républicains.

Finalement, seuls dix élus républicains votent la destitution. Un nombre insuffisant. Pour la deuxième fois, Trump évite la procédure de destitution. Vient alors pour lui l'heure des règlements de compte. Il a dressé sa liste. La rebelle Liz Cheney est victime d'une vaste cabale, mise au ban et sommée de s'excuser. Elle refuse et se voit rétrogradée au sein du parti. Son père Dick, l'ancien vice-président de George Bush, la félicite et traite Trump de « *dingue* ». Le représentant républicain de l'Illinois Adam Kinzinger qui souhaitait lui aussi voir Trump destitué, confie : « *ce parti a perdu la tête* ». Le meilleur reste à venir pour Trump. Retiré dans sa résidence de Mar Lago en Floride, déprimé, rejeté, banni des cérémonies d'investiture de son successeur, il accueille Kevin McCarthy le 28 janvier 2021. Devenu leader de majorité républicaine à la Chambre des Représentants, ce-dernier se fait instrumentaliser par un Trump qui l'embrasse sous l'œil d'un photographe. Le cliché à valeur de résurrection pour l'ex-président puisque pour les observateurs McCarthy est allé « *se soumettre* » au chef (3).

Plus de trois ans et demi après ces folles semaines, première leçon pour comprendre le phénomène Trump 2024 : c'est à sa base de fidèles et à la crainte qu'elle a inspiré à l'establishment républicain en 2020 qu'il doit de ne pas avoir été définitivement rejeté. Et qu'il s'est sauvé.

(2) Britni de la Cretaz, « Trump Got 10 Million More Votes This Election. Where Did They Come From? », Refinery29, 18 novembre 2020, [disponible ici](#).

(3) Jonathan Martin et Alexander Burns, *op. cit.*

(4) George Skelton, « McCarthy's Mar-a-Lago trip was his tipping point. It showed he could be bullied into submission », *Los Angeles Times*, 9 janvier 2023, [disponible ici](#).



Point 2 • Le parrain du Parti républicain

Le trumpisme n'est pas un accident de l'histoire politique américaine : il institutionnalise l'une des tendances, minoritaire mais constitutive, du Parti républicain

Trois ans plus tard, le 12 juin 2024, c'est en vainqueur que Donald Trump effectue un premier retour au Capitole, à Washington, largement acclamé par ses troupes (1). Le début pour lui d'une nouvelle page de son histoire politique. La fin d'une époque pour les leaders républicains du moment qui, impuissants, l'ont vu remporter haut la main les primaires, le 6 mars précédent. Pour la troisième fois consécutive, Trump sera le candidat républicain à l'élection présidentielle. Il affrontera en novembre le président sortant, le démocrate Joe Biden, et peut se targuer déjà d'une belle avance dans les sondages. Mais le plus significatif est ailleurs : au lendemain de sa victoire Trump a pris pour la première fois le contrôle total du RNC (*Republican National Committee*), l'instance dirigeante du parti. L'ancienne équipe est congédiée et il impose sa fille Lara à la vice-présidence (2). Ce coup-là, l'establishment républicain ne l'a pas vu venir, ou n'a pas su le prévenir. Un vrai tournant qui voit l'ex-président aux trois inculpations s'emparer du GOP (*Grand Old Party*), le parti d'Abraham Lincoln. Deuxième leçon majeure : le trumpisme n'est plus un simple accident de l'histoire politique américaine, il enracine et institutionnalise l'une des tendances, minoritaire mais constitutive, du Parti républicain.

Dans un éditorial rédigé le jour même par l'ensemble de son comité éditorial, le *New York Times* dénonce « une tragédie pour le Parti républicain et pour le pays qu'il prétend servir » (3). « Trump est venu pour leur parti mais il a pris leurs âmes », renchérit le journaliste David Brooks (4). C'est une vision réductrice de la réalité. Car, si Trump a assurément accéléré le bouleversement, il ne l'a pas initié : « le trumpisme est une continuation, pas une nouvelle version de la politique des Républicains », analyse justement le politologue de gauche David Corn (5). Depuis les années 1950 en effet, le parti a toujours dû (et souvent su) jouer avec son aile la plus conservatrice. C'est d'ailleurs à la campagne présidentielle de Ronald Reagan (1980) que Trump a emprunté son slogan « *Make America Great Again* », pour bâtir son mouvement *MAGA*.

Cette tendance à un populisme débridé, minoritaire mais jamais négligeable, s'est incarnée plus récemment par des leaders comme le candidat à la présidentielle de 1992 Pat Buchanan, militant nationaliste et protectionniste, ouvertement anti-immigration et anti-avortement. Ou le trublion Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des Représentants et candidat à la présidentielle de 2012, pressenti un temps en 2016 comme vice-président de Trump. Ou encore Sarah Palin, ex-gouverneur de l'Alaska et égérie du *Tea Party*, candidate malheureuse à la vice-présidence en 2008. C'est précisément au sein du *Tea Party*, ce rassemblement conservateur hétéroclite créée en 2009 pour s'opposer à la politique de gauche de Barak Obama, que vont germer les graines du trumpisme. Ultra-actifs, anti-élites, en guerre ouverte contre le gouvernement de Washington, ces légions de « petits blancs » de la classe moyenne crient leur colère au cours de réunions à travers tout le pays. Rejoints en masse par la myriade de mouvements évangéliques (ainsi que les complotistes du mouvement Qanon) (6), ils vont jouer un rôle déterminant dans la victoire de Trump en 2016. Au cours de différents scrutins locaux ou fédéraux, nombre d'entre eux se sont introduits au sein du Parti républicain où ils constituent aujourd'hui les *MAGA*, la frange la plus dure et désormais la mieux organisée.

(2) Luke Broadwater, Michael Gold et Maya C. Miller, « Trump Returns to Washington With Renewed Grip on the G.O.P. », *The New York Times*, 13 juin 2024, [disponible ici](#).

(3) Matt Dixon, « Trump officially takes over the Republican National Committee », NBC News, 8 mars 2024, [disponible ici](#).

(4) « Trump's Conquest of the Republican Party Matters to Every American », *The New York Times*, 6 mars 2024, [disponible ici](#).

(5) David Brooks, « Trump Came for Their Party but Took Over Their Souls », *The New York Times*, 8 février 2024, [disponible ici](#).

(6) David Corn, « It Didn't Start with Trump: The Decades-Long Saga of How the GOP Went Crazy », *Mother Jones*, septembre-octobre 2022, [disponible ici](#).

(7) D. Klepper et A. Swenson, « Trump openly embraces, amplifies QAnon conspiracy theories », AP, 16 septembre 2022, [disponible ici](#).

Point 3 • Le général en chef d'une « guerre culturelle » qui dit son nom

Donald Trump est le candidat d'une Amérique qui refuse la vision progressiste de la nation, de la culture et de la société

Dans le même temps, Donald Trump a imprimé sa propre marque. Entre sa première campagne présidentielle en 2016 et sa troisième en 2024, le Parti républicain a « pris un sérieux virage populiste », conclut une enquête Ipsos de mars dernier (1). En 2015, 40 % des électeurs républicains percevaient l'immigration comme une « menace imminente ». Ils sont aujourd'hui 57 %. En 2016, 66 % d'entre eux affirmaient croire au résultat des élections, ils ne sont plus que 54 % désormais. « L'élection et la nomination de Trump traduisent le malaise que ressentent beaucoup d'Américains nationalistes et traditionnalistes, face au changement brutal et compliqué d'une société au sein de laquelle les valeurs des progressistes bien éduqués prévalent de plus en plus », commente Dave Hopkins, professeur de Science Politique au *Boston College* (2).

De fait, l'antagonisme entre démocrates et républicains n'a jamais été aussi tranché, constate le *Pew Research Center*. Dans une étude publiée en juin dernier, il évoque un quasi-état de « guerre culturelle » sur tous les sujets de société. 90 % des supporters de Trump pensent ainsi que le genre est déterminé par le sexe à la naissance, là où les démocrates ne sont que 39 %. De même, 86 % d'entre eux estiment que posséder une arme à feu permet d'assurer la protection des citoyens, contre 23 % seulement chez les démocrates. Enfin, ils sont 81 % à estimer que le système judiciaire n'est pas assez dur avec les criminels, avis partagé par seulement 40 % des démocrates. Le fossé est identique sur les sujets touchant à la race, à l'ouverture au monde ou la place des femmes dans la société (3).

Symbole de cette mutation profonde, les meetings de l'ex-président voient désormais se côtoyer des électeurs essentiellement ruraux et blancs, et issus de la classe ouvrière. La part des non-diplômés y est passé de 40 à 50 %. « Les républicains classiques au style country club, aisés et éduqués, ne représentent aujourd'hui qu'une petite part du gâteau », précisent Jason Lange and James Oliphant (4). Dans le même temps, si le parti a perdu le soutien des urbains éduqués, il en a gagné d'autres, chez les hispaniques notamment où 29 % des non-diplômés se disent désormais républicains contre 24 % en 2016.

Point 4 • Une campagne électorale différente de celle de 2020

Donald Trump conduit une campagne plus décentralisée qui s'appuie sur des volontaires des associations civiques et religieuses et des élus locaux fidèles

En s'imposant à la tête du Parti républicain, Trump 2024 a donc mis fin à l'ère des gentlemen policés. Exit l'esprit des George Bush et des Mitt Romney, ou encore des héros militaires Bob Dole et John McCain, aujourd'hui défunts. Quant à l'ex-vice-président Dick Cheney et sa fille Liz, ils ont pris fait et cause pour la démocrate Kamala Harris. La rupture est consommée.

(2) Jason Lange and James Oliphant, « Republicans have taken sharp populist turn in the Trump era: Reuters/Ipsos », Reuters, 21 mars 2024, [disponible ici](#).

(3) *Ibid.*

(4) Pew Research Center, *Cultural Issues and the 2024 Election*, rapport, 6 juin 2024, [disponible ici](#).

(1) Jason Lange and James Oliphant, *art. cit.*



Exit aussi la stratégie initiale du parti pour la présidentielle. Faute de moyens – les procès du candidat coûtent très cher – l'équipe de campagne a réduit la voilure et « *priviliégé la qualité sur la quantité* ». Priorité est ainsi donnée à une campagne de terrain, au dévouement des volontaires, à l'appui des associations civiques et religieuses, à la sincérité du démarchage à domicile. Rien à voir avec la machine électorale de 2020. « *C'est une campagne différente, bâtie par des gens qui remportent et qui ont remporté des scrutins* », expliquait en mai dernier le stratège en chef Chris LaCivita. Au cours d'élections locales précédentes, Trump a en effet entamé un savant maillage du pays en faisant élire çà et là des candidats *MAGA* en lieu et place de républicains installés. Les scrutins de la primaire républicaine qui virent l'ex-président plier le match en quelques semaines ont confirmé son efficacité : « *Nous avons claqué la porte au nez de nos adversaires à la nomination républicaine sept mois avant même qu'ils ne réalisent ce qui se passait* », se félicitait alors Chris LaCivita (1). Un atout qui sera essentiel pour l'autre enjeu de novembre : s'assurer que les républicains conservent leur majorité à la Chambre des Représentants et qu'ils s'emparent de celle des démocrates au Sénat.

A cette organisation plus légère mais plus dévouée et dont l'esprit lui rappelle davantage la campagne de 2016 que celle de 2020, Trump demande surtout de se concentrer sur « *la triche* » (2). La mobilisation des électeurs, il dit s'en charger. Des dizaines de milliers de volontaires devraient ainsi superviser le décompte des voix le 5 novembre. Le résultat sera ultraserré, il le sait, et dénoncer la fraude fait partie de la stratégie du candidat *MAGA*. Depuis toujours. Selon les confidences de son ancien conseiller Roger Stone, dès 2016 Donald Trump anticipait l'éventualité de contester le scrutin présidentiel, en cas de défaite. Bien avant le vote, il avait demandé à Roger Stone d'acheter le nom de domaine *StopTheSteal* (« Arrêtez le vol »). Vainqueur surprise, Donald Trump n'avait pas eu à s'en servir (3).

Point 5 • Le leader intouchable des *MAGA*

En exprimant leur colère et leur indignation, en jouant sur les critiques et les attaques contre lui, Donald Trump lie le sort des électeurs au sien

D'avantage encore qu'en 2016 ou en 2020, le candidat Trump bénéficie en 2024 du soutien indéfectible de partisans qui ont souvent pour lui les yeux des croyants. Pendant la campagne des primaires, les *focus groups*, ces discussions organisées par les stratèges républicains pour sonder leurs électeurs, firent apparaître une frange que « *rien ne pouvait faire changer d'avis* » : les fidèles de l'ex-président. Évoquer devant eux les promesses non tenues, comme la non-construction du mur avec le Mexique ou la non-abrogation du système de santé *Obamacare*, n'entamait en rien leur confiance. Même face à des évidences, comme le fait que des criminels ont été relâchés à la suite de son *First Step Act*, ils répliquaient par un laconique « *ça n'est pas vrai !* ». Plus paradoxal encore, les trois inculpations de Trump (91 chefs d'accusation) ont carrément dynamisé sa base, révoltée par le traitement qui lui était imposé. L'un de ses challengers républicains qui entendait les utiliser à son profit a voulu sonder un petit groupe d'électeurs sur le sujet. Ces derniers ont aussitôt violemment dénoncé une « *persécution politique digne d'une république bananière* » (4).

(2) Taegan Goddard, « Trump team throws out GOP plan and builds a 'leaner' 2024 operation », *The Washington Post*, 10 mai 2024, [disponible ici](#).

(3) *Ibid.*

(4) Jeremy W. Peters, *Insurgency: How Republicans Lost Their Party and Got Everything They Ever Wanted*, Crown, 2022.

(5) Isaac Arnsdorf, Josh Dawsey et Marianne LeVine, « How Trump reignited his base and took control of the Republican Primary », *The Washington Post*, 2 janvier 2024, [disponible ici](#).

Trump intouchable ? De ses péripéties, il sait tirer avantage, comme lorsqu'il doit le jeudi 24 août 2023 se soumettre à une humiliante prise de photo d'identité judiciaire à la prison d'Atlanta. Une première pour un ex-président qui se voit signifier son inculpation pour tentative de manipulation des résultats de l'élection de 2020. « *Je n'ai rien fait de mal* », plaide celui se veut le candidat du rejet du système. Il dénonce « *un simulacre de justice* » (1). L'émoi est tel chez les électeurs républicains que ses adversaires de la primaire préfèrent prendre sa défense que de l'enfoncer. L'affront a galvanisé des troupes convaincues que les persécutions que subit leur champion font partie d'une vaste machination. Sa campagne voit affluer les donations, 15 millions de dollars en quinze jours.

« *Cela a fait de lui une victime et personne ne joue mieux la victime que Donald Trump* », remarque son influent soutien Ralph Reed, ancien président de la Coalition Chrétienne et actuel leader de la *Faith & Freedom Coalition* (2). L'ex-président le sait, chaque médiatisation de ses procès le fait grimper dans les sondages. Son credo est simple : « *Je suis votre guerrier. Je suis votre justicier. Et pour ceux qui ont été lésé et trahi, je suis votre vengeance !* » (3). Le ton est donné. Dès la première vraie primaire début 2024, dans l'État du New Hampshire, il martèle : « *C'est pour moi une lettre de noblesse que d'avoir été inculpé pour vous* » (4). Il ne cessera plus de lier le sort des électeurs au sien.

Son atout majeur, c'est précisément ce lien quasi-charnel qu'il parvient à créer avec ses supporters. L'identification est totale. Ses indignations et ses provocations sont les leurs. Dès 2011, Roger Ailes, directeur de Fox News et mentor du Parti républicain, s'était étonné de l'aisance du milliardaire Trump avec les gens ordinaires, de sa séduction naturelle sur le peuple : « *ceux qui ne m'aiment pas ce sont les riches, avait-il rétorqué. C'est curieux, ils ne peuvent pas me voir, et je crois qu'en fait j'aime ça !* » (5).

Dans la psyché américaine, Donald Trump n'est pourtant pas un phénomène nouveau. « *C'est l'Amérique des cow-boys plus que celle des puritains* », écrit le britannique Ferdinand Mount. Selon cet éditeur conservateur, deux éléments font pourtant de lui un personnage unique : « *le fait qu'il est sans relâche en campagne et son style chaotique de gouvernement. La combinaison de ces deux facteurs a suscité la colère et l'indignation de ses adversaires, mais cette attitude agressivement irrévérencieuse a dans le même temps généré une loyauté sans failles chez ses soutiens les plus engagés* » (6).

Point 6 • La « fraternité » MAGA

Les MAGA constituent désormais mieux qu'un mouvement : une communauté

La loyauté justement : en 2024, celle qu'il exige des siens doit être sans bornes. Pour entrer dans sa nouvelle équipe constituée en mars dernier, il exigea des candidats qu'ils expriment une ferme conviction : « *l'élection de 2020 a été volée !* » (7). Un vrai serment d'allégeance. Certains éditeurs s'interrogent : le mouvement MAGA est-il une secte ? Sans aller jusque-là, on peut au moins constater que Donald Trump fait de plus en plus l'objet de ce qui s'apparente à un culte de la personnalité. Et qu'il sait en jouer. Comme après la première tentative d'assassinat dont il est victime le 13 juillet dernier en Pennsylvanie, et qui voit une balle lui traverser l'oreille

(2) Vanessa Friedman, « A Trump Mug Shot for History », *The New York Times*, 25 août 2023, [disponible ici](#).

(3) Jill Colvin, « How Donald Trump went from a diminished ex-president to the GOP's dominant front-runner », AP, 4 février 2024, [disponible ici](#).

(4) Aaron Blake, « Trump's dark 'I am your retribution' pledge — and how GOP enabled it », *The Washington Post*, 6 mars 2024, [disponible ici](#).

(5) Isaac Arnsdorf, Josh Dawsey et Marianne LeVine, *art. cit.*

(6) Jeremy W. Peters, *op. cit.*

(7) Ferdinand Mount, *Big Caesars and Little Caesars. How they rise and fall, from Julius Caesar to Boris Johnson*, Bloomsbury, 2023.

(8) « Read the Full Transcripts of Donald Trump's Interviews With Time », *Time*, 30 avril 2024, [disponible ici](#).



droite. « *Dieu seul a pu empêcher l'impensable de se produire* », écrit le survivant sur son réseau Truth Social. De la foi omniprésente chez ses soutiens, il joue abondamment, laissant les plus exaltés travailler à le « déifier ». En janvier 2024, un groupe pro-Trump a ainsi diffusé une vidéo intitulée *God Made Trump*. Un clip assez kitsch où une voix off révélait très sérieusement : « *Dieu regarda son paradis et se dit j'ai besoin d'un gardien, alors Dieu créa Trump* ». Interviewé pour l'occasion, le fils de l'ex-président Eric expliquait que son père avait « *sauvé la Chrétienté* » (1). Pour autant, personne n'est dupe, Trump est un pécheur qui de son propre aveu n'a jamais sollicité le moindre pardon de l'Église : un homme reconnu coupable d'agression sexuelle, un divorcé, un businessman new-yorkais plutôt louche. Peu importe, il est l'élu, celui qui a été choisi pour accomplir la volonté divine. Pas besoin pour cela d'être un saint.

Les procès qui l'accablent sont autant de persécutions orchestrées par un gouvernement « corrompu ». La représentante républicaine de Géorgie, l'exaltée du courant MAGA Marjorie Taylor Greene, le compare ainsi à Jésus à Jérusalem « *arrêté et torturé par le gouvernement romain* ». Pour les évangéliques blancs – qui figurent, selon les études, parmi les fractions les plus populistes du pays plébiscitant toujours des leaders forts – Trump est le sauveur de leur nation chrétienne (2). Pour les autres, il est plus prosaïquement celui qui porte leurs volontés et la capacité de les faire gagner. Il est le président qui mettra fin à l'immigration illégale, interdira l'avortement et leur permettra de conserver leur style de vie traditionnel, centré autour des valeurs de la famille.

Tout aussi important, et même plus pour comprendre le soutien indéfectible dont il jouit dans une partie importante de la population américaine, Trump est celui qui les réunit pour échanger et partager, recréant du même coup une certaine « fraternité » : « *Il faut comprendre la joie et le sens de la communauté que génère MAGA chez ses adhérents* », témoigne le journaliste David French, peu suspect de sympathies pro-Trump. Pour lui, la gauche se trompent en limitant son élan à un mouvement en colère : « *cela les amuse d'être scandaleux. Cela les amuse d'être provocateurs. Cela les amuse d'exciter les gauchos... Ils passent du bon temps* », remarque-t-il (3).

D'autant que Trump 2024 a considérablement durci son discours et enflammé ses sorties. Après avoir appelé brièvement à « l'unité » sous le coup de sa tentative d'assassinat, il assure : « *Non, je n'ai pas changé. Je suis même peut être devenu pire. Parce que l'incompétence dont je peux témoigner chaque jour me met en colère* » (4). Les insultes se font plus incisives, les propos plus menaçants, les diatribes plus chaotiques, les mensonges plus flagrants. « *L'escroc Joe Biden est devenu déficient mentalement. C'est triste. Mais la menteuse Kamala Harris, elle, franchement, elle est née comme ça !* », répète-t-il sur les estrades (5).

A tel point que sa rhétorique pioche désormais ses formules dans des discours dangereux et de triste mémoire, comme lorsqu'il assimile les démocrates à de la « vermine » qu'il convient « d'éradiquer » (6). Ou qu'il estime que les immigrants « *empoisonnent le sang du pays* » (7). Face à des foules exaltées, Trump 2024 fait dans la surenchère et, sous leurs applaudissements, promet de « *viver* » les conseillers qui lui demande de se « *modérer* ». Pour stimuler la rancœur, il multiplie les contre-vérités, comme lorsqu'il accuse la communauté d'immigrés haïtiens de Springfield dans l'Ohio « *de manger des chats et des chiens* ». L'effet est immédiat, la ville traumatisée

(2) Thomas Edsall, « The Deification of Donald Trump Poses Some Interesting Questions », *The New York Times*, 17 janvier 2024, [disponible ici](#).

(3) *Ibid.*

(4) David French, « What Liberals Miss About the MAGA Movement », *The New York Times*, 19 septembre 2024, [disponible ici](#).

(5) Mickael Gold, « 'Maybe I've Gotten Worse': Trump Makes Clear That Unity Is Over », *The New York Times*, 28 juillet 2024, [disponible ici](#).

(6) David Jackson, « Donald Trump falsely calls Kamala Harris, Joe Biden 'mentally impaired' again, ramping up attacks », *USA Today*, 29 septembre 2024, [disponible ici](#).

(7) Soo Rin Kim et Lalee Ibssa, « Trump compares political opponents to 'vermin' who he will 'root out,' alarming historians », *ABC News*, 13 novembre 2023, [disponible ici](#).

(8) Linda Feldmann, « Trump's dark rhetoric tests a polarized electorate – and media », *The Christian Science Monitor*, 29 mars 2024, [disponible ici](#).

enregistre une trentaine de menaces d'attentats à la bombe, et le tollé général impose plusieurs jours le sujet à la une de l'actualité (1). Dès le début de cette troisième campagne électorale, le républicain Chuck Hagel dénonçait une rhétorique « hyper-dangereuse ». Cet ancien Secrétaire à la Défense respecté refusait toutefois de faire de Trump un « fasciste » : « *Trump est Trump, et je n'ai pas identifié chez lui de philosophie particulière* », concluait-il avec un mépris à peine dissimulé (2).

Également préoccupant : au cours de ces dernières semaines, certains observateurs remarquent que, davantage que le monde noir que décrit le candidat, c'est le côté décousu, confus, voire incohérent de ses propos qui interroge. « *Il ne joue pas au même niveau qu'il y a huit ans, aucun doute là-dessus* », note celui qui fut brièvement son directeur de la communication à la Maison Blanche, Anthony Scaramucci, désormais soutien actif de Kamala Harris. Pour lui, « *Trump a baissé. Il a perdu cette capacité de construire des phrases puissantes* » (3). Nombreux sont ceux s'interrogent désormais sur la clairvoyance du candidat. Depuis le retrait de Joe Biden de la course à la Maison Blanche en juillet, c'est désormais lui, Donald Trump, avec ses 78 ans, qui est le candidat âgé, celui dont on guette le moindre signe de déclin cognitif. D'autant que réélu, il aurait 82 ans à son départ du pouvoir.

Point 7 • La revanche et la vengeance : des moteurs personnels et des arguments électoraux

Donald Trump explique ses outrances et ses prises de positions de plus en plus autoritaires par le fait que « beaucoup de gens aiment ça »

Trump 2024 est assurément un revanchard. Régler ses comptes paraît sa première motivation, en paroles en tous cas. S'il entend reconquérir la présidence des États-Unis c'est d'abord pour mettre fin à un scandale : le fait qu'on lui ait « volé » la victoire en 2020 (4). Quatre ans après, bien que toutes les commissions électorales aient validé la victoire de Joe Biden, bien qu'il soit inculpé pour avoir tenté d'obtenir illégalement des voix dans l'État de Géorgie et inculpé également pour « avoir participé à un complot pour changer illégalement le résultat en sa faveur », il réaffirme à chaque prise de parole que l'élection de 2020 est le résultat d'une « fraude massive » (5).

Pour se venger, Trump entend faire juger et condamner ses détracteurs en utilisant pour cela les pouvoirs qu'il aura acquis sur le ministère de la Justice : « *quand j'aurai gagné, tous ces gens qui ont menti seront traduits en justice au sens le plus large de la loi, ce qui signifie de longues peines de prison !* » En tête de sa liste noire, Joe Biden et Kamala Harris, Nancy Pelosi, Liz Cheney, mais aussi les procureurs et juges qui se sont dressés en travers de sa route, ainsi que Bill Gates, Mark Zuckerberg, etc. (6) Dans le même temps, il entend gracier les 800 personnes condamnées par la justice américaine pour les actes de violence et le saccage du Capitole le 6 janvier 2021. Et ce, dès son entrée à la Maison Blanche : « *ce sont d'incroyables patriotes* », explique-t-il (7).

(2) Miriam Jordan et Peter Baker, « Bomb Threats and the F.B.I.: Springfield Disrupted by Trump's False Migrants Claim », *The New York Times*, 13 septembre 2024, [disponible ici](#).

(3) Rick Hasen, « Trump's Dire Words Raise New Fears About His Authoritarian Bent », *The New York Times*, 20 novembre 2024, [disponible ici](#).

(4) Peter Baker et Dylan Freedman, « Trump's Speeches, Increasingly Angry and Rambling, Reignite the Question of Age », *The New York Times*, 6 octobre 2024, [disponible ici](#).

(5) « Read the Full Transcripts of Donald Trump's Interviews With *Time* », *art. cit.*

(6) Marianne Lecach, « États-Unis : Donald Trump inculpé pour sa tentative d'inversion du résultat à la présidentielle en Géorgie », *Le Journal du Dimanche*, 15 août 2023, [disponible ici](#).

(7) Vaughn Hillyard, David Rohde et Ken Dilanian, « Trump is increasingly vowing to prosecute political foes and others he says are 'corrupt' if he wins », *NBC News*, 9 septembre 2024, [disponible ici](#).

(8) Lisa Mascaró, Mary-Clare Jalonick et Jill Colvin, « Trump is making the Jan. 6 attack a cornerstone of his bid for the White House », *AP*, 19 mars 2024, [disponible ici](#).



A tel point que lorsqu'un commentateur lui demande, fin 2023, d'assurer au pays qu'une fois réélu il n'abuserait pas de son pouvoir pour exercer des représailles, l'ex-président a répondu, le regard noir : « *sauf le premier jour* ». Avant, quelques jours plus tard, d'enfoncer le clou au cours d'une réunion électorale pendant laquelle il raconte la scène : « *il m'a demandé : vous n'allez pas être un dictateur n'est-ce pas ? Et moi je réponds : sauf le premier jour !* » (1). Et le public d'applaudir. Commentateurs et opposants s'insurgent. Tous s'emparent de la séquence pour mettre en garde contre le péril pour la démocratie américaine que constituerait sa réélection. Robert Kagan, intellectuel conservateur de renom rarement optimiste, écrit : « *une dictature de Trump paraît de plus en plus inévitable* » (2). Quatre mois plus tard, Trump explique à *Time magazine* avoir dit cela parce que c'était « *drôle, sarcastique, une plaisanterie* ». « *Vous ne comprenez pas que pour beaucoup d'Américains évoquer une dictature est contraire à leurs principes les plus précieux ?* », relance le journaliste. « *Non, répond Donald Trump. Je pense que beaucoup de gens aiment ça* » (3).

Pour comprendre ses outrances, il faut démonter ses réflexes, ses provocations, ses contradictions, ses mensonges et ses dénégations. L'homme assène, réfute, élude, dément, enchaîne les contre-vérités les plus évidentes sans aucune retenue et joue de la déraison, le tout mu par une assurance et un ego hors norme qui le poussent régulièrement à flirter avec l'autodestruction. Trump 2024 fait du Trump, et c'est ce qu'il fait le mieux. « *Je fais ressortir la colère, je l'ai toujours fait. Je ne sais pas si c'est un atout ou un inconvénient* », a-t-il confié un jour (4). Bien sûr qu'il le sait, il en joue à répétition sur les réseaux sociaux et au cours de réunions électorales devenus des messes de la surenchère ultramédiatisées. L'exercice y consiste pour lui à repousser un peu plus chaque fois les lignes rouges, pour s'enivrer de l'acquiescement bruyant d'un public estomaqué.

Un exemple ? En mai 2022, dans un post sur son réseau Truth Social, il dit vouloir « *en finir avec toutes les règles... même celles que l'on trouve dans la Constitution* » (5). Face au tollé immédiat, il dénonce une *fake news* répandu par ses adversaires. La mécanique a beau être connue, sa dérive autoritaire interroge. « *Il est habité par l'idée que le pays est dans un état quasi-apocalyptique* », plaide son ancien conseiller Steve Banon, en prison pour quatre mois depuis le mois de juillet pour entrave aux prérogatives d'enquête du Congrès concernant l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021.

Point 8 • Un discours de plus en plus dur pour se donner les moyens d'accomplir son projet

Donald Trump est exaspéré d'avoir été empêché d'accomplir certains de ses projets lors de son premier mandat et ne veut pas que cela recommence

Oui, Trump 2024 est plus sombre et plus brutal qu'auparavant. Mais la véritable frustration à l'origine de cette volonté de revanche réside peut-être autant dans le sentiment de s'être fait voler sa victoire que dans celui d'avoir été empêché pendant son premier mandat. Les vraies racines de sa colère semblent là et sont essentielles pour comprendre ce qu'il souhaite désormais mettre en place : « *une présidence impériale qui va remodeler l'Amérique*

(2) Jill Colvin et Bill Barrow, « Trump's vow to only be a dictator on 'day one' follows growing worry over his authoritarian rhetoric », AP, 8 décembre 2023, [disponible ici](#).

(3) Robert Kagan, « A Trump dictatorship is increasingly inevitable. We should stop pretending », *The Washington Post*, 30 novembre 2023, [disponible ici](#).

(4) « Read the Full Transcripts of Donald Trump's Interviews With *Time* », *art. cit.*

(5) Ferdinand Mount, *op. cit.*

(6) O. Olander, « Trump denies he suggested 'termination' of Constitution, without deleting post », Politico, 12 mai 2022, [disponible ici](#).

et redéfinir son rôle dans le monde », veut croire Eric Cortellessa, journaliste au *Time* (1). Voire. Si Trump dit aujourd'hui vouloir punir et juger ses ennemis, récompenser et gracier des condamnés, congédier des procureurs récalcitrants, priver de fonds le Congrès ou encore épurer l'administration et politiser le FBI, peut-être est-ce pour se venger mais c'est surtout pour se donner les moyens d'accomplir son projet.

A son arrivée à la Maison Blanche en 2016, il avait subi de nombreux camouflets. Ses *executive orders* (décrets présidentiels) pour interdire l'entrée du pays à certains ressortissants musulmans, construire un mur avec le Mexique, durcir le questionnaire d'entrée pour les hispaniques, entre autres, s'étaient heurtés aux résistances du pouvoir judiciaire. Certains de ses conseillers avaient même bloqué ses propositions les plus controversées sans qu'il s'en aperçoive. Son conseiller économique Gary Cohn avait ainsi subtilisé une lettre sur son bureau pour empêcher les États-Unis de se retirer d'un accord commercial avec la Corée du Sud (2). « *C'est un idiot. C'est inutile d'essayer de le convaincre de quoi que ce soit. Il a complètement déraillé. On est chez les fous* », aurait confié de son côté son plus proche conseiller à la Maison Blanche, John Kelly (3).

Trump n'en ignore rien et a pleinement intégré la séquence. « *Quand je suis arrivé à Washington, je ne connaissais personne. Je devais m'en remettre à certains* », faisait-il remarquer en mai dernier (4). Il a donc tout changé. Il s'est entouré d'une équipe restreinte de fidèles dévoués. Il s'est emparé d'un Parti républicain épuré de sa vieille garde, dégagée au profit de loyalistes convaincus. Il s'est également assuré de bénéficier de puissants relais de son courant MAGA au sein du Congrès, à la Chambre des Représentants comme au Sénat. Trump 2024 est une machine électorale qui ne ressemble en rien à Trump 2016 ou à Trump 2020. Contrairement à 2016, s'il est élu, il se donnera les moyens d'appliquer son programme, en éliminant un à un de nombreux garde-fous institutionnels.

Sur ce terrain, il a enregistré en juillet dernier sa première victoire quand, provoquant la consternation chez ses opposants, la Cour suprême lui garantit son immunité dans la bataille judiciaire qui l'oppose à la justice américaine. Statuant par six voix contre trois, la Cour décide que « *la nature du pouvoir présidentiel exige qu'un ancien président puisse disposer d'une forme d'immunité devant des poursuites pénales pour des actes officiels commis pendant son mandat* » (5). Une décision qui « *supprime les derniers contrôles à l'action du pouvoir exécutif* », s'inquiète certains (6). Pour marquer sa dissidence, la juge Sonia Sotomayor, qui a refusé de voter l'immunité, ira marteler dans les médias que la Cour suprême a permis à un président d'être « *un roi au-dessus de la loi* » (7).

(2) Eric Cortellessa, « How Far Trump Would Go », *Time*, 30 avril 2024, [disponible ici](#).

(3) Elsa Conesa et Nicolas Rauline, « Un brûlot anti-Trump provoque une nouvelle crise à la Maison Blanche », *Les Echos*, 6 septembre 2018, [disponible ici](#).

(4) Bob Woodward, *Fear. Trump in the White House*, Simon & Schuster, 2019.

(5) Eric Cortellessa, *art. cit.*

(6) Piotr Smolar, « La Cour suprême offre une large victoire à Donald Trump sur la question de l'immunité présidentielle », *Le Monde*, 2 juillet 2024, [disponible ici](#).

(7) Sarah Binder, James Goldgeier et Elizabeth N. Saunders, « The Imperial Presidency Unleashed », *Foreign Affairs*, 18 juillet 2024, [disponible ici](#).

(8) Lindsay Whitehurst, « Sotomayor's dissent: A president should not be a 'king above the law' », AP, 1er juillet 2024, [disponible ici](#).



Point 9 • Le pourfendeur de l'« État profond »

Donald Trump désigne comme ses ennemis certains fonctionnaires déloyaux et bureaucrates de l'ombre qui exercent une influence illégitime et empêchent la mise en œuvre de son agenda

« Une seconde révolution américaine est en cours, elle se fera sans verser le sang... si la gauche le permet ! » : en juillet dernier, cette affirmation brutale du président de la *Heritage Foundation*, Kevin Roberts, sème le trouble (1). Son laboratoire d'idée conservateur, proche de l'aile radicale du Parti républicain, est l'auteur du controversé *Project 2025* : 900 pages de propositions visant à transformer le gouvernement fédéral et à renforcer considérablement le pouvoir exécutif, si Donald Trump est élu (2). « Je ne connais rien du *Project 2025* », assure quelques jours plus tard ce-dernier sur son réseau social. Trump multiplie à ce moment-là les efforts pour prendre ses distances avec ses soutiens les plus radicaux afin d'élargir sa base à l'occasion de la convention républicaine d'août (3). Ses conseillers le rappellent, les grandes lignes de son programme politique sont dans le très officiel *Agenda47* diffusé par sa campagne. Au besoin, ils moquent le « ridicule » du *Project 2025* (4).

A l'évidence pourtant, les programmes sont liés : 27 des 37 rédacteurs du *Project 2025* sont des anciens de l'administration Trump, et l'ex-président a lui-même rencontré Kevin Roberts en tête à tête dès 2022 (5). Le *Project* et l'*Agenda* traduisent en fait la volonté farouche de l'ex-président d'agir en pourfendeur du *Deep State* (État profond), véritable obstacle à sa révolution conservatrice. Pour lui, là est l'ennemi : ces fonctionnaires apolitiques du gouvernement qui pourtant font depuis toujours tourner la machine administrative et ce quel que soit le président. Pour Trump, ces bureaucrates et autres officiels de l'ombre exercent une influence illégitime sur les politiques publiques et empêchent la mise sur pied d'un véritable agenda conservateur.

L'idée d'un vaste coup de balai dans l'administration date en fait de la fin de son premier mandat, en 2020. Elle avait pris la forme du plan *Schedule F*. Cet *executive order* permettait de renvoyer plus facilement les experts et fonctionnaires du gouvernement, traditionnellement protégés, et de les remplacer par des éléments plus « loyaux ». Mais le décret a été abrogé par Joe Biden dès son arrivée à la Maison Blanche. Plus récemment encore le président démocrate a renforcé la protection des fonctionnaires de l'État fédéral. Le plan *Schedule F* a resurgit précisément dans le *Project 2025*. La *Heritage Foundation* s'est fixée pour objectif d'identifier potentiellement 20 000 fonctionnaires loyaux, mobilisables dès la prise de fonctions. Une *data base* constituée en questionnant les postulants sur des sujets comme l'immigration, les forces de l'ordre ou « l'obstruction de fonctionnaires non-élus » à la politique du président (6). « La longue marche du marxisme culturel à travers nos institutions touche à sa fin », martèle le président de la *Heritage Foundation* pour qui le gouvernement fédéral est « un mastodonte utilisé comme une arme contre les citoyens américains » (7).

Donald Trump lui-même répète à l'envi vouloir se débarrasser des acteurs « *corrompus* » qui s'en prennent injustement aux « *patriotes* » qui le soutiennent. Il affirme vouloir se débarrasser de ceux qui organisent des

(2) « Heritage Foundation president celebrates Supreme Court immunity decision: "We are in the process of the second American Revolution" », *Medias Matters*, 7 février 2024, [disponible ici](#).

(3) « Project 2025 », *Heritage Foundation*, 31 janvier 2023, [disponible ici](#).

(4) Will Steakin et Soo Rin Kim, « Trump is trying to distance himself from Project 2025 -- but its architects helped shape his RNC party platform », *ABC News*, 9 juillet 2024, [disponible ici](#).

(5) Alec Dent, « Trump 2024 vs. Project 2025 The campaign denies anything to do with the blueprint for a second term, but his alumni are all over it », *New York Magazine*, 21 juillet 2024, [disponible ici](#).

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

(8) Robert L. Borosage, « Will the Heritage Foundation's Project 2025 Turn Trumpism Into a Governing Agenda? », *The Nation*, mars 2024, [disponible ici](#).



« fuites » au sein du pouvoir et mettre sur pied une vaste « Commission de la vérité et de la réconciliation » pour déclassifier certains dossiers et révéler ainsi les « pratiques d'espionnage » du *Deep State* à l'encontre de ses opposants (1). D'où la nécessité de « politiser » les nominations au sein des grands corps de l'État, quitte à mettre fin à plus de deux siècles d'indépendance. Des agences fédérales comme le FBI passeraient de fait sous le contrôle direct du président. Le Département de la Justice, le Pentagone et le Département d'État seraient « purgés » de certains de leurs éléments. Avocats et procureurs d'État seraient nommés en fonction de considérations politiques pour enquêter selon les desideratas du président. Celui-ci pourrait enfin bloquer des fonds alloués au Congrès pour certains programmes (2).

Point 10 • Les institutions : l'autre champ de bataille

La refonte profonde du gouvernement promise par Donald Trump est essentielle pour lui permettre de faire passer son programme

Assurément, cette « seconde révolution américaine » provoquerait de sérieuses batailles juridiques, institutionnelles et constitutionnelles. Les politologues s'en inquiètent d'autant plus depuis la décision en juillet de la Cour suprême garantissant à Donald Trump l'immunité face aux poursuites pénales.

Le fait qu'il ait fait nommer au cours de son premier mandat trois juges conservateurs à la Cour suprême s'est révélé payant, achevant de le convaincre qu'il fallait politiser les institutions. Sur les neuf juges de cette ultime instance d'arbitrage supposée être au-dessus des partis, six en effet sont aujourd'hui conservateurs, et même très conservateurs. L'un d'eux, Samuel Alito, a ainsi créé une polémique en mai dernier en hissant le drapeau américain à l'envers dans son jardin, un signe de protestation contre le gouvernement de Joe Biden (3).

Cette refonte totale du gouvernement envisagée par le camp Trump est essentielle pour lui permettre de faire passer son programme. Empêché au cours de son premier mandat, il entend réaliser enfin le bouleversement conservateur sans précédent réclamé par la frange la plus dure de ses électeurs pour « récupérer le pays ». Dans la dernière ligne droite, Donald Trump joue essentiellement sur l'air de la vengeance impitoyable pour galvaniser les foules et emporter l'adhésion. « *Il y a douze semaines nous avons tous pris une balle pour l'Amérique* », assène-t-il le 6 octobre, de retour à Butler en Pennsylvanie, lieu de la tentative d'assassinat dont il a été victime. « *Nous devons gagner. Nous ne pouvons pas laisser une telle chose arriver* », ajoute-t-il (4).

Son programme politique est presque devenu secondaire. Sur les deux thèmes essentiels que sont l'immigration et l'économie, il garde d'ailleurs l'avantage dans les sondages (5). Pour endiguer l'immigration, il veut procéder à des expulsions massives d'illégaux portant leur nombre à un million par an, augmenter le nombre d'agents chargés du contrôle, construire des camps de détention, inciter les pays tiers à reprendre leurs illégaux et modifier le droit du sol. En matière d'économie, il entend imposer une nouvelle taxe sur les biens importés, instaurer des restrictions sur les échanges avec la Chine, détricoter les réglementations sur l'environnement, étendre les réductions d'impôts, favoriser la production des combustibles fossiles. Quitte à creuser les déficits et alourdir la

(2) « Read the Full Transcripts of Donald Trump's Interviews With *Time* », *art. cit.*

(3) Charlie Savage, Jonathan Swan et Maggie Haberman, « If Trumps wins », *The New York Times*, 28 août 2024, [disponible ici](#).

(4) « Un drapeau américain à l'envers jette le doute sur l'impartialité de la Cour suprême », *Challenges*, 17 mai 2024, [disponible ici](#).

(5) Julie Carr Smyth, Jill Colvin and Adriana Gomez Licon, « Trump urges his supporters to deliver victory in his return to scene of first assassination attempt », AP, 6 octobre 2024, [disponible ici](#).

(6) Adam Shaw, « New poll reveals Trump has significant lead on immigration, border security in key battleground state », Fox News, 4 octobre 2024, [disponible ici](#).



dette, deux perspectives pourtant rédhibitoires au regard du credo républicain traditionnel. Sur l'éducation, il veut mettre fin à la dérive woke en « *couplant les aides aux écoles enseignant la théorie critique de la race* » et en ne certifiant que des enseignants « *porteurs de valeurs patriotiques* ». Enfin, sur le sujet sensible de l'interdiction de l'avortement, il a pris la prudente décision de laisser la décision aux États (1).

Contrairement à 2016 et 2020, il a pour appliquer ses mesures le soutien d'un Parti républicain sous contrôle et dont les zélés animateurs préparent déjà toute une série de projets de lois conservateurs. Ne lui manque plus que de se faire élire, et surtout de réaliser le grand chelem. S'il devait réussir le triplé en novembre (présidence, majorité républicaine à la Chambre et majorité républicaine au Sénat), Trump aurait les mains totalement libres. Pour la plupart des observateurs, cela annoncerait pour le système administratif américain le plus vaste bouleversement de son histoire récente.

Point 11 • L'isolationniste assumé

En politique étrangère aussi, Donald Trump, confiant dans son art du deal et dans le soutien d'élus MAGA au Congrès, promet des ruptures franches

A l'étranger, c'est chez ses partenaires européens que l'ivresse erratique et revancharde de Trump 2024 inquiète le plus. Surtout à l'heure de la guerre en Ukraine et des velléités expansionnistes de Vladimir Poutine. « *Je ne vous protégerai pas* », lançait-il en février dernier aux pays du Vieux continent qui ne s'acquittent pas de leur quote-part des dépenses militaires de l'OTAN. « *En fait, j'encouragerais même la Russie à faire vraiment ce qu'elle veut... Vous devez payer !* », tonnait le candidat devant ses partisans surexcités, à l'issue d'une savante mise en scène qui le voyait moquer la peur de ses débiteurs. Jamais il n'avait été aussi loin. Le tollé qui s'en suivit vit responsables américains et européens dénoncer des propos « *affligeants et dangereux* », « *un feu vert donné à Poutine* », « *une suggestion qui sape notre sécurité à tous* » (2).

Dès 2016 pourtant Donald Trump laissait planer le doute sur sa volonté de tenir ses engagements envers la plus vaste alliance militaire du monde, garante de la paix en Europe depuis 75 ans (3). En 2018, il envisagea à plusieurs reprises de la quitter purement et simplement, obligeant à chaque fois ses conseillers à rétro pédaler (4). Cette fois, pour arriver à ses fins, il a l'appui de conseillers et d'élus convaincus. Depuis des mois, des experts travaillent à une « *réorientation radicale* » de l'Alliance : un bouleversement qui verrait « *une réduction significative et substantielle du rôle sécuritaire américain* ». Les États-Unis maintiendraient ainsi la protection de leur parapluie nucléaire et des bases aériennes en Europe, mais toute la charge de l'infanterie, des blindés, de la logistique, de l'artillerie, passerait quant à elle aux mains des Européens. Les mauvais payeurs, eux, ne bénéficieraient pas « *des mêmes largesses et garanties de sécurité de la part des États-Unis* ». Pour Trump, le budget de 860 milliards de dollars est le cœur du sujet. Washington acquitte 68 % des dépenses totales de l'OTAN aujourd'hui : dix fois plus que l'Allemagne, s'étranglent les conseillers du candidat pour qui l'Amérique ne peut pas être « *le distributeur de billets de la planète* » (5).

(2) Charlie Savage, Jonathan Swan et Maggie Haberman, *art. cit.*

(3) Adrien Jaulmes, « "Je ne vous protégerai pas" : Trump remet en cause les garanties de l'Otan face à la Russie », *Le Figaro*, 11 février 2024, [disponible ici](#).

(4) Cassandra Vinograd, « Donald Trump Remarks on NATO Trigger Alarm Bells in Europe », *NBC News*, 21 juillet 2016, [disponible ici](#).

(5) Veronica Stracqualursi et Jim Acosta, « New York Times: Trump raised withdrawing the US from NATO several times in 2018 », 16 janvier 2019, [disponible ici](#).

(6) Michael Hirsh, « Washington and the World », *Politico*, 7 février 2024, [disponible ici](#).

Le sort de l'Ukraine inquiète également. Trump 2024 répète qu'il réglera le conflit « *en vingt-quatre heures* » (1). Son plan serait simple : contraindre Kiev à lâcher les territoires conquis par la Russie pour obtenir un accord avec Moscou. Un *deal* largement favorable à un Vladimir Poutine auquel l'ex-président aurait parlé à sept reprises au téléphone depuis son départ de la Maison Blanche (2).

Trump l'homme d'affaires reste obsédé par l'idée de faire des *deals* et ce malgré quelques échecs patents, notamment avec la Corée du Nord en 2019 (3). « *Le problème de Trump c'est qu'il n'a pas de principes cohérents, seulement des humeurs, des rancunes et l'obsession de son image... C'est un promoteur immobilier, bon Dieu !* », confiait récemment John Bolton, son ancien conseiller à la sécurité nationale qui le juge aujourd'hui « *inapte à la présidence* » (4).

Le candidat républicain n'a toujours perçu les affaires étrangères qu'en termes économiques, une vaste affaire de pertes et profits. A la veille d'une rencontre avec un leader étranger, la seule question qu'il posait à ses conseillers concernait le montant du déficit commercial avec ce pays (5). Avec son slogan *America First* (« L'Amérique d'abord »), emprunté à l'entre-deux guerres, et comme d'autres dirigeants avant lui, Donald Trump demeure l'héritier d'une certaine tradition américaine isolationniste, nationaliste et protectionniste (6). C'est pourquoi aux yeux de ses soutiens son premier mandat reste positif en matière de politique étrangère : il n'a pas impliqué le pays dans une guerre, a obtenu un traité de paix israélo-arabe (les accords d'Abraham), a réussi une renégociation de l'accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique et a arraché un accord partiel avec la Chine.

« *Comme aucun autre avant lui dans l'ère post-1945, Trump s'est montré sceptique face aux traités et aux alliances. Il a redéfini ce qu'était l'intérêt national pour en exclure des sujets tels que la propagation des valeurs libérales et les interventions militaires ou humanitaires. Il ne voyait pas les États-Unis comme l'intervenant divin volant au secours des maltraités* », plaident avec faveurs les chercheurs en stratégie Andrew Byers et Randall Schweller dans la revue *Foreign Affairs* de juillet dernier. Se faisant l'écho d'un électorat républicain qui estime à 53 % que « *L'Amérique doit se tenir hors des affaires du monde* », ils soulignent que Trump 2024 entend d'abord faire prévaloir les avantages substantiels de la toute-puissance américaine dans la compétition mondiale : « *il voit les affaires du monde en termes géoéconomiques pas géopolitiques, il règle les conflits par l'économie, pas par le militaire* ». Pour eux, Trump 2024 n'est plus cette fois à la merci de conseillers ne partageant pas ses vues. Il ne fera donc pas la même erreur et mènera « *peut-être la politique étrangère la plus en retrait de l'histoire moderne* » (7). D'autant qu'il peut s'appuyer cette fois sur un courant *MAGA* totalement isolationniste, là où les républicains traditionnels, plus interventionnistes, se voulaient les défenseurs d'une suprématie américaine seule à même d'assurer un certain ordre mondial.

Ce sont les élus *MAGA* qui ont bloqué au printemps le vote d'une aide militaire de 60 milliards à l'Ukraine. Ces derniers ne cachent pas leur opposition à l'OTAN et se montrent réceptifs en revanche aux arguments de la Russie – à l'image du sénateur James D. Vance, isolationniste convaincu, dont Donald Trump entend faire son vice-président (8). Si les républicains de la vieille école avaient une vision stratégique du monde, eux prônent le repli sur l'Amérique d'abord. Ils brillent par leur méconnaissance des dossiers et se satisfont de provocations comme

(2) Charlie Savage, Jonathan Swan et Maggie Haberman, *art. cit.*

(3) P. Smolar, « Révélation du journaliste Bob Woodward sur les liens entre Trump et Poutine », *Le Monde*, 9 octobre 2024, [disponible ici](#).

(4) « How to predict Donald Trump's foreign policy », *The Economist*, 27 mars 2024, [disponible ici](#).

(5) John Bolton, « Il est très probable que Trump quittera l'Otan s'il est réélu », *Le Figaro*, 28 mars 2024, [disponible ici](#).

(6) « How to predict Donald Trump's foreign policy », *art.cit.*

(7) Voir la bonne mise au point historique sur l'isolationnisme américain dans Jean-Sylvestre Mongrenier, *L'hypothèse Trump : analyse historique de l'improbable isolationnisme américain*, Institut Thomas More, note d'actualité 91, avril 2024, [disponible ici](#).

(8) Andrew Byers et Randall L. Schweller, « Trump the Realist », *Foreign Affairs*, 1er juillet 2024, [disponible ici](#).

(9) « How to predict Donald Trump's foreign policy », *art.cit.*



envisager de tirer des missiles sur le Mexique voisin pour y détruire les laboratoires des cartels de la drogue (1). Quelles seront alors les décisions de la nouvelle administration sur la révision des accords de désarmement, sur l'Iran, Israël, la Chine ou Taïwan ? Trump est d'abord un homme imprévisible dont le logiciel n'a rien de commun avec ses prédécesseurs. Un homme en quête de coups.

Point 12 • L'homme que s'est choisi une certaine Amérique en colère

Au-delà du personnage imprévisible, clivant et opportuniste, ce sont les ressorts du mouvement qui porte Trump 2024 qui interrogent nos démocraties et leur avenir

A plus d'un titre, Trump 2024 est différent du Trump 2016 ou du Trump 2020. Il se donne cette fois les moyens de ses ambitions. S'il parvient au pouvoir le soir du 5 novembre, il pourrait présider au le plus vaste bouleversement politico-institutionnel de l'histoire moderne des États-Unis, en s'accaparant différents leviers du pouvoir. Trump 2024 est différent pas tant parce qu'il porte une idéologie, une vision ou un projet précis, mais parce qu'il est celui que s'est choisi une certaine Amérique en colère pour porter ses derniers espoirs de sauver son mode de vie. Une Amérique sans doute minoritaire, le Parti républicain ayant perdu le vote populaire dans sept des huit derniers scrutins présidentiels.

Mais de cette base plus convaincue et mobilisée qu'en 2016, plus attachée que lui à sa philosophie, Trump porte désormais la « *vengeance* ». C'est elle qui l'a sauvé de la destitution, elle encore qui l'a porté à la tête du parti d'Abraham Lincoln, elle enfin qui entend entamer une « *seconde révolution américaine* », quitte pour cela à malmener une constitution bicentenaire. Sous l'impulsion de ce mouvement, plus que de Trump lui-même, le glissement tectonique du Parti républicain vers le populisme est sans précédent. Il accentue encore le clivage entre deux Amériques désormais en pleine guerre culturelle. Et éloigne davantage une hypothétique réconciliation.

Revancharde et menaçant, Trump reste lui-même, imprévisible, inconstant et clivant. Un opportuniste surtout qui a sauté sur la scène au bon moment, ses talents de bluffeur faisant le reste. Mais, parce qu'il veut avant tout gagner, il ne semble que surfer sur cette dérive populiste. Dans la coulisse s'activent experts, fonctionnaires, stratèges et conseillers, qui s'assureront cette fois de la scrupuleuse application de son agenda politique. Au cours du premier mandat, les piliers de l'« État profond » avaient freiné Trump. Cette fois, à ses côtés, les idéologues les plus durs pourraient pousser le président à la surenchère.

Mais quel que soit le résultat au soir du 5 novembre, ce sont les ressorts du mouvement qui porte Trump 2024, plus que le candidat lui-même, qui interrogent nos démocraties et leur avenir. Ils en disent long sur les enjeux de demain, sur les défis à relever et les responsabilités à assumer.

(8) Jonathan Swan, Maggie Haberman, Charlie Savage et Emiliano Rodríguez Mega, « Trump Wanted to Fire Missiles at Mexico. Now the G.O.P. Wants to Send Troops », *The New York Times*, 3 octobre 2023, [disponible ici](#).

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur www.institut-thomas-more.org



